Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/GAUCHE-LES-ETATS-MAJORS-POLITIQUES

GAUCHE : LES ETATS MAJORS POLITIQUES ET SYNDICAUX DOIVENT TENIR UN LANGAGE DE VERITE

- Vie politique - Luttes et résistances -

Date de mise en ligne : mardi 4 novembre 2008

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

C'est au début des années 80 que les états capitalistes, qu'ils soient gouvernés à droite ou à gauche, se sont attaqués aux protections et garanties collectives conquises par les peuples durant le 20e siècle

L'énorme croissance financière accumulée par la baisse des salaires, l'augmentation de l'intensité du travail par la flexibilité du travail et des revenus salariaux, a crée d'énormes empires économiques et financiers.

Ceux-ci exigent des rendements de leurs capitaux de plus en plus élevés. Ils ont appauvri les peuples concernés, jusqu'à provoquer la spirale spéculative que l'on connaît aujourd'hui

Ces féodalités et les fortunes familiales qui les entourent ne sont pas inquiétées. Certes des actifs sont provisoirement dévalorisés, mais elles comptent sur les états majors politiques pour retrouver dans un court délai une situation encore florissante.

Quant aux peuples et aux classes ouvrières, ils sont soumis à un pilonnage idéologique destiné à propager la peur pour éviter leurs interventions. Tout le monde parle de » Crise » comme si nous étions face à un phénomène fatal, cyclique sans explication sauf peut être dans l'irresponsabilité de quelques dirigeants de banques

Le rôle des états majors de gauche et syndicaux est donc de revenir sur les causes fondamentales, sur l'origine de la perversion capitaliste et des choix politiques qui, il y a 25 ans, l'ont favorisé.

On pense au Reganisme, au Tatchèrisme, au Blairisme, à Helmuth Schmitt, bref à tous ces modèles qui ont fasciné nos »Elites » françaises jusqu'à les voir se vautrer dans une alternance droite gauche, véritable consensus de la pensée unique désignant les coûts salariaux ennemis numéro un de la croissance pendant 25 ans

Le rôle des états majors de gauche et du mouvement syndical serait d'éclairer le monde du travail sur ce qui s'est passé car lorsque l'on connaît les causes du mal on est en meilleures conditions pour agir en confiance. Dire la vérité c'est travailler sans attendre pour créer les conditions à des interventions de grande envergure, plus fortes, plus exigeantes qu'en 1936 et 1968. Un risque existe en effet, qu'en l'absence de telles interventions populaires notre pays et son peuple connaissent un nouvel appauvrissement et un recul de civilisation

La situation exige une forte remontée, en France, des dépenses de salaire de plus de 30%, des dépenses de qualification et de formation, d'éducation et d'équipements. Elle exige des pouvoirs de décisions pour les 25 millions de salariés qui sont exclus de toutes les institutions ou se décident les choix (Banques, multinationales, parlements, chambres de commerce)

J'ai bien dit « POUVOIRS DE DECISION « et non droits d'intervention, ou de contrôle, autant de gadgets avec lesquels on donne l'impression de démocratiser pour ne rien changer et obtenir ainsi le consensus du monde du travail aux choix de régression sociale.

Plus les dépenses sociales sont élevées dans les richesses crées dans une entreprise et au sein d'une nation moins il y a place pour la constitution de financements spéculatifs et mercantiles. On peut dans ces conditions envisager

Copyright © Le Vénissian

une croissance utile et efficace.

Or depuis le début des années 1980 jusqu'à nos jours, **chaque année 180 milliards d'euros (1200 milliards de francs) ont été puisés dans les revenus du travail pour aller grossir les revenus de la propriété privée et des entreprises.** C'est à peu près la somme que les salariés et les familles avaient réussi à faire basculer en leur faveur chaque année à la suite du grand mouvement social de mai 68 et des luttes qui ontsuivi.

Quand la gauche est arrivée au gouvernement en 1981, elle a mis en oeuvre quelques mesures sociales positives. Mais elle a nationalisé de grands groupes bancaires et industriels à la direction desquels les représentants des salariés furent ultra minoritaires et sommés d'accepter les critères de gestion capitalistes en vigueur sous peine de sanctions. Deux ans plus tard, en 1983, face aux contraintes dites « extérieures » comme le déficit des échanges commerciaux, ou l'hémorragie des capitaux le gouvernement de gauche décrète un plan de rigueur sociale au lieu d'en appeler à l'intervention populaire sous toutes ses formes pour s'attaquer aux gâchis et détournements financiers capitalistes. Ce fut le départ d'une déréglementation sociale contre les travailleurs, et d'une déréglementation financière, bancaire et fiscale pour les possesseurs de gros capitaux. Elles furent ininterrompues jusqu'à nos jours. Accentuées, aggravées par les gouvernements de droite et de gauche farouchement secondé par Bruxelles avec le traité de Maastricht et l'avènement d'un euro surévalué pour faire pression sur les « masses salariales et les dépenses sociales «

Au moment ou des congrès se préparent à gauche et dans le mouvement syndical, ou des débats ont lieu sur des alliances possibles, sur des propositions de toutes nature, ne serait il pas judicieux de s'adresser au peuple français en lui disant ceci :

« Nous sommes coupables des renoncements dans cette époque et voilà ce que nous entendons faire pour qu'il ne se reproduisent plus et pour qu'en toutes circonstances le peuple et les salariés aient leur mot à dire, y compris le droit de démettre de leurs fonctions les dirigeants politiques et économiques en place »

Voilà un langage de vérité que beaucoup de femmes et d'hommes de gauche attendent Dans cette situation de turbulences financières et d'inquiétudes sur l'avenir il serait grave de spéculer sur » la mémoire courte » des français afin de leur repasser un plat qu'ils n'ont pas digéré. Ils se souviennent de la désindexation des salaires, de l'évolution des prix (Acquise dans les années 68) qui ouvrit la porte à la longue dégringolade du pouvoir d'achat.

Ils se souviennent des atteintes au code du travail qui permirent par exemple la réalisation d'accords d'entreprises se situant en dessous de la législation, parce que signés par des syndicats minoritaires et imposés à la majorité

Ils se souviennent de la libéralisation des prix, de la levée du contrôle des changes et du refus des banques nationalisées de soutenir des industries comme la machine outil, le textile, les chantiers navals ou la sidérurgie.

Enfin la « Modération « salariale de la loi Aubry qui s'est traduite dans des milliers d'entreprises faiblement organisées par une baisse des salaires et du paiement des heures supplémentaires et par une intensité plus forte du travail faute d'embauches nouvelles, qui ne s'en souvient pas ?

Préparer des mouvements de grandes envergures tout au long desquels on favorisera le débat sur les perspectives, sur les solutions radicales, révolutionnaires, à mettre en oeuvre, voilà la tâche de l'heure

Elle n'est pas à penser,à décider à la place des intéressés. C'est dans la résistance que se construira la perspective et non dans l'élaboration de construction bureaucratique du type » pôle financier bancaire » ou de règles plus »

Copyright © Le Vénissian

Morales » mieux « régularisées » à cent lieues de la compréhension et de l'intervention populaire et emprisonnées dans la logique d'exploitation de l'homme par l'homme. Ceci on connait , et on a déjà donné

Copyright © Le Vénissian